



Effet Domino et jeu de Go en Afrique

Dr Bénédicte Halba, présidente de l'IRIV (www.iriv.net), 25 mars 2025

Le 20 janvier 2025 sera marqué d'une pierre blanche ou plutôt noire pour l'aide humanitaire et la solidarité internationale. Lors de son investiture, le nouveau président américain, Donald Trump, a signé une rafale de décrets (« executive order ») qui sont autant de déclarations de guerre au reste de la Planète. Il n'y a plus d'alliés ni de partenaires, seulement des adversaires qui doivent se soumettre ou se démettre. On peut difficilement rivaliser avec la force de frappe américaine. Les opérations de l'agence fédérale américaine US Aid ont été suspendues pour trois mois en janvier. Le Secrétaire d'Etat Marco Rubio a confirmé l'annulation de 83% des contrats le 10 mars 2025 sans aucune évaluation sérieuse. Les 5200 contrats annulés auraient été une dépense injustifiée et trop coûteuse pour les Etats Unis ; les 1000 contrats confirmés doivent respecter l'idéologie MAGA (Make America Great Again). L'aide américaine au développement est la première au monde avec 72 milliards de dollars (en 2023) mais ne représente que 0.25% de leur PIB (1).

Les bénéfices attendus pour les finances publiques américaines sont donc négligeables et marginaux. En revanche leurs conséquences seront désastreuses pour les pays du Sud, en particulier les milliers d'ONG qui bénéficiaient de cette aide indispensable et qui pourra difficilement être remplacée par les Fondations privées américaines . La Fondation de Bill Gates alloue 2 milliards de dollars à la Santé, USAid six fois plus pour de vastes programmes de santé publique, lutte contre le SIDA et autres épidémies. Les pays européens n'ont pas les moyens de prendre la relève, beaucoup ont revu à la baisse leur aide au développement. Elle devrait passer de 0.5% à 0.3% du PIB au Royaume-Uni. Après une augmentation significative (2017-2022), la loi de programmation française l'a ramenée à 0.7% du PIB pour 2025. La même tendance s'observe dans toute l'Europe qui se mobilise face à d'autres menaces, en particulier russe (2).

Dans les pays du Sud, la fin de l'aide américaine entrainera des pertes en vie humaines considérables avec un écart de développement qui ne cessera de se creuser. En Afrique, les effets seront dévastateurs pour la santé des femmes et la planification familiale, qui a permis de sauver tant d'Africaines (qui mouraient souvent de complications durant leur grossesse). Les conséquences les plus graves seront géopolitiques. USAid a été une formidable arme de soft power. Créée en 1961 par le président démocrate JF Kennedy, pendant la guerre froide, elle a permis de contrer l'influence soviétique dans des pays du Sud en pleine guerre d'indépendance qui retrouvaient une souveraineté nationale perdue pendant la colonisation européenne (britannique, hollandaise, française, espagnole, portugaise...). L'aide au développement américaine a toujours bénéficié d'un consensus bipartisan. Elle n'a jamais été purement philanthropique. Le président américain républicain Ronald Reagan (1981-1989) avait résumé la stratégie mise en œuvre par la formule « Trade, not aid ». Bill Clinton, président démocrate (1993-2001), avait repris le flambeau en faisant passer en 2000 l'African Growth and Opportunity Act (AGOA). L'objectif était de réduire la pauvreté et de stimuler la croissance sur le continent africain.

Une nouvelle phase chaotique et offensive semble se dessiner avec l'administration Trump « no trade, no aid » (3). Après le démantèlement d'USaid, les préférences commerciales prévues par AGOA pourraient prendre fin en septembre 2025. Elles consistaient à permettre à une trentaine de pays africains de pouvoir exporter des milliers de biens en franchise de taxe vers le marché américain. Avec l'obsession du président Trump de vouloir s'attaquer aux déséquilibres de sa balance commerciale avec tous ses partenaires, en les menaçant de leur infliger des taxes de plus en plus élevées (25% avec le Mexique ou le Canada, 200% pour certains produits français...), la menace est sérieuse pour les économies africaines dont certaines avaient bénéficié de l'accord AGOA- l'industrie automobile en Afrique du Sud ou le textile au Kenya.

La balance commerciale est en faveur des Africains parce qu'ils sont trop pauvres pour acheter des biens manufacturés aux Américains (4). En revanche les entreprises américaines sont très demandeuses de ressources naturelles dont l'Afrique est richement dotée. Elle fait l'objet de toutes les attentions de nombreuses nations depuis toujours. Au XXIème siècle, elle a été la cible de nouvelles formes d'ingérences étrangères. L'Organisation paramilitaire/mercenaire Wagner devenue Africa Corps en 2023 est directement gérée par les services d'Etat russes. La Russie offre aux gouvernements africains un "programme de survie du régime" en échange de l'accès à des ressources naturelles d'importance stratégique. Le régime russe s'efforce de modifier les lois minières en Afrique de l'Ouest pour déloger les entreprises occidentales d'une région d'importance stratégique. Le rapprochement de l'administration Trump avec le président Poutine opéré en janvier 2025 pourrait changer la donne. Dans une approche transactionnelle de la diplomatie développée par la nouvelle équipe américaine, une conception très personnelle de l'influence s'est développée. Il ne s'agit plus de soft power encore moins de smart power mais de « threat and blackmail » power. (5).

Premier partenaire commercial de la région, la Chine a entamé depuis 15 ans, une relation sino-africaine en faveur de Pékin qui n'est pas pour le bien des pays africains (6). Le facteur économique est l'un des vecteurs essentiels du déploiement stratégique chinois. La Chine a élaboré une relation asymétrique et de dépendance. Elle est aussi présente en Afrique pour des raisons sécuritaires. Depuis l'ère de Mao Zedong, des liens politiques se sont tissés pour faire levier contre l'Occident et promouvoir leur propre modèle normatif qui passe par la promotion de normes et de standards à dominante chinoise et une présence économique et militaire.

« La suppression de l'USaid envoie une onde de choc pour repenser l'aide au développement »(1). Elle devrait pousser les pays africains à définir « une stratégie de mobilisation des ressources nationales beaucoup plus efficace ». Plusieurs chefs d'Etat africains (Kenya, Sénégal, Rwanda ou Ghana) ont déclaré que la quasi-suppression d'US Aid était un mal à court terme, et un bien à long terme. Célestin Monga, professeur à Harvard et ancien de la Banque mondiale, a insisté sur la faiblesse des flux financiers apportés par USaid par rapport à la totalité des flux générés en Afrique.

Si les Africains ne prennent pas l'initiative, les convoitises étrangères risquent de l'emporter. Ils doivent être les plus forts dans un jeu de go déjà avancé où ils n'avaient pas « les cartes en main » (8). Qu'ils se tiennent prêts- tous les jeux, et les coups, sont permis.

Bénédicte Halba dirige un Institut de recherche (iriv) qui intervient sur le thème de la migration depuis 2003, elle a animé un club à la Cité des Métiers pour un public migrant (2012-2022) et publie un weblog dédié à la migration depuis 2024 - <https://actions-migration.blogspot.com/>.

- (1) Jean-Michel Bezat « Le développement : la vie après USaid », Le Monde, 18 mars 2025
- (2) éditorial « La défense indispensable de l'aide internationale », le Monde, 28 février 2025
- (3) Marie de Vergès « Les menaces de Trump sur l'Afrique », Le Monde, 21 mars 2025
- (4) Cullen Hendrix économiste au Peterson Institute, cité par Marie de Vergès
- (5) Joe Inwood & Jake Tacchi ,” **Comment la Russie tente de redorer le blason de Wagner en Afrique », 22 février 2024- <https://www.bbc.com/afrique/articles/c161ykgygy4o>**
- (6) l'explication est sans doute idéologique- une administration démocrate a développé les concept de soft ou smart power - Nye, Joseph S (2005) “Soft Power: The Means to Success in World Politics” publiée en 2004 dans la revue Public Affairs , New York puis « Soft Power - The Means To Success In World Politics- référence dans son article
- (7) Emmanuel Véron – spécialiste de la Chine, Fondation méditerranéenne des Etudes stratégiques, mai 2024- <https://fmes-france.org/chine-afrique-une-relation-asymetrique-et-strategique-pour-pekin/>
- (8) formule chère au président Trump utilisée dans son bras de fer avec le président Zelenski le 28 février 2025 à la Maison Blanche